



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 864

Texte de la question

PLAN DE RELANCE

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le Premier ministre, je vous ai attentivement écouté expliquer à deux reprises pourquoi votre plan de relance ignore complètement le pouvoir d'achat. En faisant l'impasse sur le pouvoir d'achat, non seulement vous poursuivez la politique injuste que vous mettez en oeuvre depuis dix-huit mois, mais vous commettez une erreur économique majeure, car vous n'apportez pas les bonnes solutions à la crise et vous vous trompez sur ses causes réelles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Pierre-Alain Muet. Si nous sommes en récession, c'est parce que, depuis le 1er janvier de cette année, le pouvoir d'achat est en recul. Cela a entraîné une chute de la consommation au premier trimestre, laquelle, en contractant la demande des entreprises, a entraîné une baisse de l'emploi et de l'investissement, ce à quoi est venu s'ajouter, depuis l'été, la crise financière. Mais votre politique se contente de traiter les conséquences sans s'attaquer à la cause, qui est la baisse du pouvoir d'achat. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

Nous ne sommes pas opposés à une relance de l'investissement - encore faudrait-il que vous redonniez aux collectivités locales, qui réalisent 70 % de l'investissement public, les moyens que vous leur supprimez depuis des années *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC)* -, mais la vraie question est celle du pouvoir d'achat. Ceux de nos partenaires européens qui sont confrontés au problème ont pris des mesures pour l'investissement, mais aussi pour le pouvoir d'achat, en baissant la TVA au Royaume-Uni...

M. François Goulard. Ce n'est pas vrai !

M. Pierre-Alain Muet. ...en augmentant fortement les subventions aux ménages modestes en Espagne. Pour faire face à la crise, nous vous recommandons depuis des mois de vous occuper du pouvoir d'achat, d'augmenter le SMIC - ce que vous n'avez jamais fait *(Vives protestations sur les bancs du groupe UMP)* -, de revaloriser les petites retraites...

M. le président. Venez-en à votre question, mon cher collègue !

M. Pierre-Alain Muet. ...de faire en sorte que les négociations salariales débouchent sur des hausses de salaires.

M. Yves Nicolin. Incompétent !

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous prendre en compte la dimension de la crise et vous préoccuper réellement du pouvoir d'achat ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Patrick Devedjian, ministre chargé de la mise en oeuvre du plan de relance. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Patrick Devedjian, *ministre chargé de la mise en oeuvre du plan de relance*. Monsieur le député, la crise s'impose à tout le monde, et elle est suffisamment grave pour que nous nous écoutions les uns les autres avec respect : c'est tous ensemble que nous devons affronter ces difficultés.

Faut-il, demandez-vous, relancer par la consommation ou par l'investissement ? Il s'agit là d'un faux débat.

Quand nous relançons par l'investissement, cela a évidemment un effet sur la consommation. L'investissement, c'est du travail ; le travail, ce sont des salaires ; les salaires, c'est du pouvoir d'achat.

Vous citez l'exemple de la Grande-Bretagne. Permettez-moi de me répéter : la Grande-Bretagne, qui a choisi d'abandonner sa politique industrielle, n'a plus guère d'autres vecteurs économiques que la finance et le pétrole. La situation y est donc totalement différente et la consommation s'y est effondrée. On comprend qu'elle ait pris d'autres mesures. Mais, en dehors de la Grande-Bretagne, tous les pays européens ont fait le choix d'une politique de relance par l'investissement, qui produit des effets sur le pouvoir d'achat.

Vous prétendez que le Gouvernement a abandonné les gens en difficulté. Permettez-moi de vous rappeler que nous avons entrepris de relever les petites retraites de 25 % en cinq ans, dont 5 % cette année. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ce n'est jamais suffisant, j'en conviens ! Reste que, cette année, les prestations sociales auront augmenté de 17 milliards d'euros. Le plan de relance prévoit 800 millions de primes exceptionnelles pour les ménages modestes, destinées à anticiper la mise en place du RSA.

M. Jean Glavany. Pour Sarkozy, c'est plus de 100 % d'augmentation !

M. Patrick Devedjian, *ministre chargé de la mise en oeuvre du plan de relance*. Il faut en finir avec cette vision hémiplogique qui voudrait que l'on choisisse entre la consommation et l'investissement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Alain Muet](#)

Circonscription : Rhône (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 864

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Plan de relance

Ministère attributaire : Plan de relance

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 décembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 décembre 2008